

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté autorisant la S.A. SMURFIT-SOCAR (Papeterie de la Seine)
à exploiter à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris, une installation
de combustion au gaz naturel et une installation de compression, classables
sous les rubriques 2910/A/1° et 2920/1°a

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau
AD/SC
Tél : 01-40-97-23-56
Affaire suivie par : MME DOUERIN
Dossier n° 4 623/A
DAG N° 99-123

LE PREFET DES HAUTS-de-SEINE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976,
- VU le décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987 relatif au déversement des détergents dans les eaux superficielles, souterraines et de mer dans les limites territoriales ainsi qu'à la mise en vente et à la distribution de ces produits,
- VU l'arrêté ministériel (Industrie) du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,
- VU l'arrêté ministériel (Environnement) du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- VU l'arrêté ministériel (Environnement) du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel (Environnement) du 23 janvier 1997,
- VU l'arrêté ministériel (Environnement) du 22 janvier 1997 créant une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques en Ile-de-France,
- VU l'ordonnance de M. le Préfet de Police n° 70-15188 du 16 février 1970 relative à l'affichage dans les immeubles de plans et de consignes de sécurité pour le cas d'incendie,

- VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 réglementant la chaufferie exploitée par la S.A. SMURFIT-SOCAR (Papeterie de la Seine) à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris, classable sous la rubrique 2910/A/1° (activité soumise à autorisation),
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1994 autorisant l'extension de l'activité de fabrication de papier et de carton, exercée par la société susvisée, classable sous la rubrique 2440,
- VU la demande présentée le 29 décembre 1998 par ladite société à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter à la même adresse, des installations classables sous les rubriques 2910/A/1° et 2920/1°a,
- VU les plans et documents fournis à l'appui de cette demande,
- VU l'avis du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la S.A. SMURFIT-SOCAR en date du 9 mars 1999,
- VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1999 soumettant la demande d'autorisation à une enquête publique ouverte en mairie de Nanterre du 20 février au 20 mars 1999,
- VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 1999 relatif à la prolongation de cette enquête publique jusqu'au 3 avril 1999,
- VU l'avis de M. le Contrôleur général, directeur départemental de la sécurité publique, du 15 février 1999,
- VU l'avis de M. le Directeur interdépartemental de l'Agriculture et de la Forêt du 15 février 1999,
- VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipeement du 18 février 1999,
- VU l'avis de M. le Général, commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris du 25 février 1999,
- VU l'avis de M. le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du 25 février 1999,
- VU l'avis de M. le Directeur régional de l'Environnement du 19 mars 1999,
- VU les avis des conseils municipaux de Chatou du 18 février 1999, de la Garenne-Colombes du 17 mars, de Carrières-sur-Seine du 23 mars, de Montesson du 25 mars, de Courbevoie du 29 mars, de Nanterre, Puteaux, Suresnes et Bezons du 30 mars, de Rueil-Malmaison du 31 mars, de Houilles du 2 avril,
- VU la lettre de M. le Maire de Colombes en date du 17 mai 1999,
- VU l'analyse critique de l'étude des dangers réalisée par l'INERIS en date du 5 mai 1999,
- VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 20 mai 1999, reçus en préfecture le 21 mai 1999,

VU le rapport de M. l'Inspecteur général, chef du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées en date du 10 juin 1999

- estimant qu'il peut être fait droit à cette requête, compte tenu des mesures prévues concernant la sécurité et la limitation des flux polluants,

- qu'il y a lieu de prescrire des conditions d'exploitation,

VU la lettre en date du 9 juin 1999 informant le responsable de la S.A. SMURFIT-SOCAR des propositions formulées par M. l'Inspecteur général, chef du Service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil départemental d'hygiène publique,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène publique en date du 29 juin 1999,

VU la lettre en date du 30 juin 1999 communiquant à la S.A. SMURFIT-SOCAR les conclusions du Conseil départemental d'hygiène publique,

VU la lettre de l'exploitant en date du 2 juillet 1999 indiquant qu'il n'a pas d'observation à présenter,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : La S.A. SMURFIT-SOCAR (Papeterie de la Seine) dont le siège social est à Saint-Mandé (94160), 5, avenue du Général de Gaulle, est autorisée à exploiter à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris, une installation de combustion au gaz naturel et une installation de compression, classables sous les rubriques suivantes :

- 2910/A/1° : « Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322B4, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW.

La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.

Nota : la biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. »

2920/1°a : « Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 KW. »

Activités soumises à autorisation.

ARTICLE 2 : L'exploitation de ces installations est subordonnée à la stricte application des 97 conditions suivantes :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

- 1) Les installations seront aménagées et exploitées conformément :
 - aux prescriptions du présent arrêté,
 - aux documents et plans composant le dossier de demande d'autorisation daté du 29 décembre 1998,
 - à l'analyse critique de l'étude des dangers faite par l'INERIS datée du 5 mai 1999 (exceptées les recommandations n°13, 16, 17, 20 35 et 37).
- 2) Les dispositions prévues dans l'étude de dangers jointe au dossier de demande d'autorisation et dans l'analyse critique devront être prises en compte, de telle sorte que les distances d'effets d'enveloppes au sol correspondant au risque résiduel soient incluses dans les limites du site, conformément aux conclusions de ladite analyse critique.
- 3) Toute modification dans les installations ou l'exploitation des activités réglementées par le présent arrêté, de nature à entraîner un changement notable des conditions d'exploitation, devra être soumise, avant sa réalisation, à l'accord de l'inspection des installations classées.
Tout changement d'exploitant ou toute modification pouvant affecter la sécurité des tiers donnera lieu au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation aux titre des Installations Classées.
- 4) Les installations seront construites, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.
- 5) Les installations devront être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.
- 6) L'exploitant disposera des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, tels que les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *appareil de combustion*: tout dispositif dans lequel des produits combustibles commerciaux (gaz naturel, gaz de pétrole liquéfiés, fioul domestique, charbon, fiouls lourds, etc.) sont brûlés seuls ou en mélange (à l'exclusion des torchères et des panneaux radiants); les turbines et les dispositifs additionnels placés en aval des turbines font partie de ces appareils de combustion;

- *puissance d'un appareil* : la puissance d'un appareil de combustion est définie comme la quantité d'énergie thermique contenue dans le combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée en une seconde en marche maximale continue; elle est exprimée en mégawatt (MWth);

- *puissance de l'installation*: la puissance de l'installation, exprimée en MWth, s'entend comme la somme des puissances de tous les appareils de combustion qui composent cette installation, si ces appareils peuvent fonctionner simultanément.

Caractéristiques des installations

7) Les installations comprendront :

- un groupe turboalternateur fonctionnant au gaz, d'une puissance thermique de 120 MW (40 MW électriques) refroidi par air (circuit de lubrification huile) et équipé d'une chambre de combustion bas Nox

- une chaudière gaz de postcombustion, récupérant les gaz chauds de la turbine et produisant de la vapeur (40 à 70 t/h à 64 Bars au maximum)

Cette installation aura deux modes de fonctionnement:

1) Normal : en aval de la cogénération (puissance maximale de 20,5 MW)

2) En secours : comme une chaudière classique (puissance maximale de 73 MW)

- une unité de compression du gaz de ville constituée de 3 appareils (puissance unitaire de 350 KW absorbés) passant le réseau de 16 Bars à 46 Bars (pression d'alimentation de la turbine)

- une unité de stockage du gaz comprimé composée d'un ballon d'une capacité de 5 m3.

La chaudière de postcombustion sera utilisée comme chaudière classique, alimentée en air ambiant, durant les périodes d'arrêt et d'entretien de la cogénération.

La chaudière gaz actuelle sera conservée en l'état. Elle ne sera plus utilisée qu'en ultime secours, en cas de défaillance ou de maintenance des autres moyens de production.

Combustibles utilisés

8) Les installations fonctionneront exclusivement au gaz naturel.

La chaudière actuelle, en situation exceptionnelle, pourra fonctionner au fioul lourd dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 avril 1989.

Efficacité énergétique

9) Toutes les dispositions nécessaires seront prises dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique ; l'exploitant procédera dans toute la mesure du possible à la valorisation optimale de l'énergie consommée dans son installation; il assurera la maintenance et la conduite des installations de manière à limiter, autant que faire se peut, la consommation d'énergie.

TITRE II - IMPLANTATION - AMENAGEMENT PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Distances d'isolement

10) Les installations de combustion ainsi que les compresseurs et stockages de gaz comprimé ne devront pas générer de rayons de danger sortant des limites de l'établissement et ayant une incidence potentielle sur les tiers.

Les installations ne pourront pas être installées à moins de 50 mètres des bâtiment habités ou occupés par des tiers.

Les équipements véhiculant du gaz (turbine, chaudière de postcombustion...) et autres locaux à risques seront implantés à plus de 10 mètres du bac de fioul lourd existant.

Le bac de fioul lourd ne sera pas chauffé lors du fonctionnement de la turbine et de la chaudière de récupération.

Intégration dans le paysage

11) L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site, qui devra, dans son ensemble, être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).

Comportement au feu et aux explosions des bâtiments - Isolement

12) Les nouveaux locaux ou équipements à risque créés ne seront pas surmontés d'étages.

Tous les locaux contenant des équipements véhiculant du gaz seront réalisés en matériaux résistant au feu et aux effets de surpression (murs en béton armé, toiture en béton armé hors zone d'événements).

Des événements d'explosion seront installés de manière à garantir la tenue mécanique des structures en cas d'explosion d'un nuage gazeux. Ils seront positionnés de manière à réduire au maximum le risque de blessure par projectile pour le personnel présent à proximité de ces locaux. Une détection d'ouverture des événements sera installée. La détection d'ouverture d'un événement commandera automatiquement la fermeture des vannes motorisées installée sur les conduites de gaz dans la zone concernée ainsi que celle abritant les installations de gaz situées sur le circuit amont.

De plus, les murs seront disposés en chicane au droit des accès.

La ventilation des locaux sera réalisée par ventilation forcée. Le fonctionnement des installations sera asservi à celui des extracteurs.

13) Les locaux où du personnel pourra être présent en fonctionnement normal, devront être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent) ; les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès.

14) La salle de contrôle sera conçue, construite et localisée de manière :

- à ce qu'elle possède au moins un accès indépendant donnant sur l'extérieur.
- à minimiser le risque pour le personnel en cas d'accident ou d'explosion. En l'état, les ouvrants devront être réalisés de manière à ne pas présenter de risque de projection d'éclats en cas d'explosion.

Ventilation

15) Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, tous les locaux devront être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation devra assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt des installations (notamment au moment de leur mise en sécurité), un balayage de l'atmosphère des locaux où pourrait persister une atmosphère explosive.

Détection de gaz - détection d'incendie

16) Tous les locaux contenant des équipements susceptibles de véhiculer du gaz seront équipés de dispositifs de détection d'incendie et de gaz.

La détection d'un incendie ou d'une fuite de gaz en un point quelconque des équipements et locaux projetés devra déclencher une alarme sonore et fermer les vannes automatiques installées sur les canalisations de gaz.

Dans les locaux présentant un niveau sonore élevé, l'alarme sonore mentionnée ci-dessus devra être doublée d'une alarme visuelle susceptible d'être remarquée de tous les points du local.

L'emplacement des détecteurs sera déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite de gaz et d'incendie (au voisinage immédiat de zones de fuites potentielles, en amont des extracteurs, etc.); leur situation sera repérée sur un plan; ils seront contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles seront consignés par écrit; des étalonnages seront régulièrement effectués.

17) Les caractéristiques, l'implantation et le fonctionnement des capteurs gaz et des vannes d'arrêt seront conformes aux recommandations de l'INERIS.

En particulier, la disponibilité et la fiabilité de la chaîne de détection de gaz (et d'incendie) seront assurées par deux capteurs redondants par local abritant des équipements véhiculant du gaz et reliés à une centrale de détection. Les zones de fuites potentielles (brides, vannes, panoplie gaz...) seront implantées dans ces locaux et donc couvertes par les capteurs.

Les détecteurs gaz disposeront de deux seuils ; à savoir :

- toute détection de gaz au-delà de 20 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) déclenchera une alarme sonore et visuelle reportée en salle de contrôle.
- toute détection de gaz au-delà de 60 % de la LIE asservira la mise en sécurité de toute l'installation sauf les équipements électriques susceptibles de fonctionner en atmosphère explosive.

Evacuation du personnel - Accessibilité de l'installation

18) Les installations seront aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel; l'emplacement des issues devra offrir à celui-ci des moyens de retraite en nombre suffisant et, dans les locaux abritant les appareils de combustion, dans deux directions opposées; les portes s'ouvriront vers l'extérieur des locaux et pourront être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances; l'accès aux issues sera balisé par des blocs autonomes d'éclairage et maintenu constamment dégagé; un plan de repérage sera disposé près de chaque issue; lorsqu'une porte ne donnera pas accès à une voie de circulation ou à une issue, elle devra porter, de manière apparente, la mention "SANS ISSUE".

19) Les installations seront accessibles en toutes circonstances pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Protection des travailleurs

20) Les capotages éventuels seront convenablement isolés d'un point de vue thermique; leur ventilation sera suffisante pour évacuer la chaleur résultant du fonctionnement des appareils. Ils ne présenteront pas à l'extérieur de surfaces chaudes à une température pouvant occasionner un risque pour les opérateurs.

Installations électriques

21) Les installations électriques seront réalisées, avec du matériel normalisé et conformément aux règles de l'art, par des personnes qualifiées, et conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

22) Les installations électriques seront adaptées aux risques. Elles seront, dans les zones à risque, réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

23) Toutes les installations électriques seront entretenues en bon état et seront contrôlées, après leur installation ou leur modification, puis tous les ans au moins, par une personne qualifiée; l'objet et l'étendue des vérifications, ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications, sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

24) Un réseau de dispositifs d'arrêt d'urgence (coups de poing par exemple) devra permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique force, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui sera conçu pour fonctionner en atmosphère explosive. Ces boutons d'arrêt seront aisément accessibles, clairement repérés et connus des opérateurs.

25) L'exploitant devra effectuer une analyse détaillée des conséquences d'une éventuelle coupure de l'alimentation électrique sur les installations.

Mise à la terre

26) Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) seront mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils renferment.

Rétention

27) Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (lubrifiant, diélectrique,...) sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

La capacité de rétention sera étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistera à l'action physique et chimique des fluides; il en sera de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales ; des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne seront pas associés à la même capacité de rétention..

Canalisations d'alimentation en gaz

28) Les canalisations ne constitueront pas une cause possible d'inflammation et seront convenablement protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive, tassement du sol), contre la propagation des flammes, contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause ; elles seront repérées par les couleurs normalisées.

29) Les supports ou ancrages des canalisations seront appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci ; toutes les dispositions seront prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

30) Un organe de coupure rapide équipera chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. K

31) La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

32) Avant la mise en service des installations, les canalisations d'alimentation en gaz subiront un essai d'étanchéité afin de déceler toute fuite éventuelle ; un certificat de ce contrôle sera établi par l'installateur ou un organisme qualifié ; la durée de l'essai sera telle qu'elle permette de vérifier la constance de la pression; les essais seront renouvelés après toute réparation pouvant affecter la résistance ou l'étanchéité des tuyauteries; si l'installation présente plusieurs étages de pression, il sera procédé à un essai pour chaque étage de pression.

Les assemblages de tuyauteries seront réalisés par des soudeurs ayant une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser ; cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

Dispositions complémentaires applicables aux canalisations d'alimentation en gaz

33) Les réseaux d'alimentation en gaz devront être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans les espaces confinés.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion sera aussi réduit que possible.

34) Le fonctionnement des vannes de sectionnement gaz devra être asservi :

- aux capteurs de détection de gaz
- à des pressostats, permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie (le seuil des pressostats devra être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes de l'exploitation),
- aux dispositifs d'arrêt d'urgence
- à l'ouverture d'un des événements de décharge.
- à la détection d'incendie dans les zones à risque
- à un défaut brûleur

35) Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) sera testée périodiquement; la position ouverte ou fermée de ces organes sera clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

36) Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, accessible rapidement et en toutes circonstances, sera placé sur chaque canalisation principale afin d'arrêter l'alimentation en gaz des appareils d'utilisation ; ce dispositif sera placé à l'extérieur du local où sont implantés les appareils de combustion, en plein air et en aval du poste de livraison de gaz ; il sera parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comportera une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée ; l'accès à cette vanne manuelle ne devra être possible qu'aux personnes autorisées.

37) Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne pourra être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée ; à l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie devra garantir une parfaite intégrité de celle-ci ; cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites ; ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit.

Dispositions spécifiques à la chaudière de récupération

38) La chaudière de récupération devra être munie des systèmes de sécurité nécessaires à son bon fonctionnement.

39) L'exploitant devra réaliser, plus particulièrement, les aménagements suivants :

- a) concernant l'alimentation en eau et la production de vapeur
- L'installation disposera d'un contrôle de la température de la vapeur (HP produite (transmetteur de régulation de la température vapeur, sondes de température avec niveaux haut et très haut asservissant l'arrêt du générateur ou tout autre dispositif équivalent)
- La pression de la chaudière sera contrôlée par un transmetteur de pression comportant un seuil haut prévu pour déclencher une alarme reportée en salle de contrôle
- La chaudière sera protégée par une soupape de sûreté.
- Le ballon de la chaudière sera muni des mesures de niveaux déclenchant les dispositions suivantes :
 - alarme en salle de contrôle et interdiction d'allumage (seuil bas ou haut)
 - arrêt de la chaudière (seuil très bas)
 - alarme et interdiction d'allumage (seuil très haut /sur le circuit vapeur seulement)
- Le pH de l'eau sera contrôlé.
- Le fonctionnement des pompes de circulation d'eau de la chaudière (normal / secours) devra être surveillé en permanence par l'automate. Le basculement sur la seconde pompe de circulation sera commandé automatiquement en cas de défaut de la première.
- L'arrêt du générateur sera commandé automatiquement en cas de défaut de fonctionnement des pompes.

- La détection d'une pression basse de la vapeur déclenchera une alarme en salle de contrôle.

- La détection d'un seuil de débit bas de circulation d'eau dans la chaudière asservira l'arrêt de la chaudière (en cas de circulation assistée uniquement).

- b) Concernant l'air comburant et l'air de balayage

- Le fonctionnement du ventilateur d'air comburant sera surveillé par l'automate. L'arrêt du générateur sera prévu pour être commandé automatiquement en cas de défaut de fonctionnement du ventilateur.

- Le manque de débit d'air ou de pression pendant le balayage entraînera, en cas de détection d'un seuil bas, l'arrêt de la chaudière.

- L'exploitant vérifiera en permanence les débits relatifs d'air comburant et de gaz.

- c) Concernant l'alimentation en gaz

- La panoplie gaz de la chaudière comportera 2 pressostats avec respectivement un seuil de pression basse et un seuil de pression haute. Le déclenchement de l'un ou l'autre de ces seuils asservira la coupure de l'alimentation en gaz de la chaudière et une alarme reportée en salle de contrôle.

- L'arrêt de la chaudière sera commandé automatiquement en cas de manque de tension d'alimentation.

- d) Concernant les brûleurs et les fumées

- Le suivi et l'autosurveillance réalisés sur les gaz de combustion seront identiques à ceux imposés pour la cogénération.

- La détection d'un seuil haut en oxygène devra déclencher une alarme en salle de contrôle.

- La qualité de la combustion sera régulièrement vérifiée par la mesure de la teneur en CO ou tout autre disposition équivalente.

- Les brûleurs seront équipés de cellules auto-contrôlées de détection de flamme. En cas de non détection de flamme ou de défaut de la cellule, l'arrêt de la chaudière sera déclenché automatiquement.

Aménagement

40) Un espace suffisant sera aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

Equipements - Contrôle de la combustion

41) Les appareils de combustion seront équipés de dispositifs permettant de contrôler leur bon fonctionnement (pression et température du combustible, de l'air comburant et des autres fluides nécessaires à la marche des appareils, régime de rotation, teneur en oxygène des fumées, température d'échappement des gaz) et en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

42) Les appareils de combustion comporteront un dispositif de contrôle de flamme ; le défaut de son fonctionnement devra entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

43) Les appareils de combustion devront en outre satisfaire aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

Plan d'implantation

44) L'exploitant tiendra à jour un plan d'implantation de ses installations, faisant apparaître la position des appareils de combustion, l'emplacement des organes de sécurité, de coupure et d'alimentation en combustible (stockage, poste de livraison, poste de détente, vanne de coupure, cheminement des canalisations de combustibles et emplacements des accessoires s'y rapportant, soupapes de sécurité, etc.), ainsi que l'accès à ces équipements.

TITRE III - EXPLOITATION - ENTRETIEN

Responsabilité de l'exploitation

45) L'exploitation des installations se fera sous la responsabilité d'une personne, nommément désignée par l'exploitant, qui veillera à ce que le personnel ait une connaissance de la conduite des installations et des dangers présentées par celles-ci. Les installations seront exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié, notamment sur la base d'une formation initiale appropriée, d'une formation complémentaire, et/ou d'une expérience appropriée. Le personnel vérifiera périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assurera de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Accès aux installations

46) Les personnes non habilitées ou non autorisées ne devront pas avoir l'accès libre aux installations.

Les installations seront sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié présent sur place.

Entretien des locaux

47) Les locaux seront maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion ; le matériel de nettoyage sera adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Entretien des équipements

48) L'exploitant veillera à l'entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité ; ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit.

Le réglage et l'entretien des appareils de combustion se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage ; ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Consignes d'exploitation des appareils de combustion

49) La conduite des appareils de combustion (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et les opérations comportant des manipulations dangereuses feront l'objet de consignes d'exploitation écrites ; ces consignes prévoiront notamment :

- les modes opératoires et l'ordre chronologique des procédures,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de régulation et de sécurité, et des dispositifs de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant d'opérer ces travaux.

50) L'exploitant prendra toute disposition, à la suite d'un arrêt pour incident, pour en identifier l'origine et y remédier avant tout redémarrage ; les procédures autorisant le redémarrage devront être scrupuleusement respectées.

51) La détection d'un défaut de la turbine, y compris une détection de gaz ou d'incendie dans le caisson, ou encore la détection d'une absence de fonctionnement d'un des capteurs associé au caisson, devra entraîner automatiquement la fermeture des vannes alimentant la turbine.

TITRE IV - PREVENTION DES RISQUES

52) L'exploitant établira un plan de secours et d'intervention. Ce document sera intégré aux procédures existantes applicables à l'ensemble de l'établissement. Ce plan devra faire l'objet d'exercices réguliers.

Moyens de lutte contre l'incendie

53) L'établissement sera doté de moyens efficaces de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA,...) judicieusement répartis et appropriés aux risques à combattre. La turbine sera équipée d'un système d'extinction automatique au CO₂.

54) Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront conformes aux normes en vigueur, installés de façon visible et de manière à laisser leur accès constamment dégagé ; ils seront régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement; leur fonctionnement sera vérifié au moins une fois par an par des personnes compétentes ; ils seront efficacement protégés contre le gel.

55) L'exploitant prendra toute disposition pour assurer la formation, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie, du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Les opérateurs auront à leur disposition du matériel permettant une intervention sur des conducteurs électriques, adapté à la tension de service.

Permis de travail et/ou permis de feu

56) Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge de circuits, etc.) ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et d'un "permis de feu", et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail", le "permis de feu" et la consigne particulière seront établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux seront effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail", le "permis de feu" et la consigne particulière, seront établis par l'exploitant, mais seront signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations sera effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Interdiction des feux

57) En dehors des appareils de combustion, il sera interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque à l'intérieur des locaux, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" ; cette interdiction sera affichée en caractères apparents.

Consignes de sécurité - Affichage

58) Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté seront établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel; ces consignes devront notamment indiquer :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien,
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et leur emplacement,

- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- les règles d'utilisation des matériels de protection individuelle.

59) Des procédures d'urgence devront être établies en liaison avec les services de Gaz de France.

60) Une plaque indicatrice de manoeuvre sera installée de façon inaltérable près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.

61) Il sera affiché bien en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain, les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers.

Centre de secours territorialement compétent :

- 20 rue de Stalingrad 92000 NANTERRE-
- Téléphone : le 18 ou à défaut le 01 47 21 23 (attention ce numéro peut changer, il convient de le vérifier fréquemment).

62) Les plans des locaux et des installations seront affichés près des accès de l'établissement (ordonnance du Préfet de Police en date du 16 février 1970).

63) Les consignes de sécurité et d'exploitation seront portées à la connaissance du personnel d'exploitation et régulièrement mises à jour.

Modifications

64) Avant d'apporter toute modification aux installations notamment en ce qui concerne la gestion des régulations, des automatismes et des systèmes de sécurité, l'exploitant s'assurera de la compatibilité des moyens mis en place ou modifiés avec les systèmes existants.

TITRE V - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

65) Les installations devront satisfaire:

① à l'arrêté du 22 janvier 1997 portant création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques en Ile de France (J.O. du 30 janvier 1997), ou aux textes qui s'y substitueraient ;

② à l'arrêté interpréfectoral n°94-10504 du 25 avril 1994 créant une procédure d'alerte et d'information du public en cas d'épisode de pollution atmosphérique en région Ile de France, ou au texte qui s'y substituerait ; à ce titre, toute modification du mode de fonctionnement de l'installation pourra être demandée de façon à prévenir le déclenchement de seuils d'alerte.

En outre, toute disposition complémentaire susceptible de réduire la pollution atmosphérique pourra être exigée lorsque la gravité de la pollution le rendra nécessaire.

Unités applicables aux effluents gazeux

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273,15°K) et de pression (101,225 KPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapportés à une teneur en oxygène précisée dans chaque cas.

Valeurs limites d'émission (V L E)

66) Les valeurs limites d'émission ne s'appliqueront pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements ; ces régimes transitoires devront toutefois être aussi réduits que possible dans le temps.

67) Valeurs applicables à la turbine en fonctionnement isolé (ces valeurs limites, exprimées en mg/m^3 , s'appliquent pour un taux d'oxygène de référence de 15% sur gaz sec) :

Paramètres	Valeurs limites
oxydes de soufre (en équivalent SO_2)	10
oxydes d'azote (en équivalent NO_2)	50
poussières	10
CO	85
métaux et composés de métaux	20 (si le débit massique horaire de ces composés dépasse 25 g/h)
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	0,1 (si le flux massique horaire total peut dépasser 0,5 g/h)

68) Valeurs applicables à la turbine et à la chaudière de récupération en fonctionnement couplé (ces valeurs limites, exprimées en mg/m^3 , s'appliquent en aval de l'appareil de postcombustion et pour un taux d'oxygène de référence de 15% sur gaz sec) :

Paramètres	Valeurs limites
oxydes de soufre (en équivalent SO_2)	12
oxydes d'azote (en équivalent NO_2)	70
poussières	12
CO	100
métaux et composés de métaux	20 (si le débit massique horaire de ces composés dépasse 25 g/h)
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	0,1 (si le flux massique horaire total peut dépasser 0,5 g/h)

Les métaux et composés de métaux visés aux conditions 76 b et c sont les suivants : Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V et Zn; les HAP visés aux conditions 76 b et c sont ceux cités dans la norme NF X 43-329 en raison de leur caractère cancérigène : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h) anthracène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-c,d)pyrène, fluoranthène.

69) Valeurs applicables à la chaudière de récupération fonctionnant seule (ces valeurs limites, exprimées en mg/m^3 , s'appliquent en aval de l'appareil de postcombustion et pour un taux d'oxygène de référence de 3% sur gaz sec) :

paramètres	Valeurs limites
oxydes de soufre (en équivalent SO_2)	35
Oxydes d'azote (en équivalent NO_2)	100
poussières	5
CO	250

Si la postcombustion fonctionne seule, en air ambiant, moins de 500 heures par an, les valeurs limites du tableau ci-dessus pour les Nox sont multipliées par un facteur deux.

Flux polluants

70) Dans les conditions normales de fonctionnement des installations et pour une production annuelle de 157000 tonnes de papier, les flux polluants annuels devront être inférieurs aux valeurs suivantes (exprimées en tonnes) :

Oxyde de soufre	2
Oxyde d'azote	160
CO	110

(ces valeurs s'entendent toutes installations de combustion confondues)

Tout dépassement devra être dûment justifié et pourra faire l'objet du dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Conditions de rejets

71) Toutes les dispositions seront prises pour qu'au débouché de la cheminée, les gaz de combustion soient éjectés à une vitesse telle que leur diffusion verticale soit particulièrement favorisée. La cheminée principale aura une hauteur d'au moins 22,5 mètres; la cheminée de by-pass aura une hauteur d'au moins 17 mètres.

72) La construction et le dimensionnement des conduits d'évacuation devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en fonctionnement normal (chaudière et postcombustion) sera d'au moins 25 ms^{-1} et de 10 ms^{-1} pour la post combustion seule.

La cheminée de by-pass sera principalement utilisée au démarrage ou en cas de défaut sur la cogénération.

Surveillance des rejets atmosphériques

73) L'exploitant mettra en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques ; les mesures seront effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, et telles que définies ci-dessous.

74) Les concentrations en oxydes d'azote et oxygène seront mesurées en continu. La présentation des résultats de ces mesures devra faire apparaître que les valeurs limites en Nox sont respectées dans les conditions suivantes :

- aucune moyenne quotidienne ne dépassera les valeurs limites,
- 97 % des moyennes semi-horaire établies sur un mois ne dépasseront pas les valeurs limites d'émission ; ces 97 % seront comptés en dehors des périodes de démarrage.

Les moyennes semi-horaire seront déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation; toutefois, ne sera pas prise en compte dans la période de fonctionnement, la durée correspondant aux opérations d'essais après réparation, de réglage des équipements thermiques ou d'entretien, de remplacement, de mise au point ou de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure des polluants atmosphériques; la durée cumulée de ces opérations ne devra pas dépasser 5% de la durée totale de fonctionnement de l'installation.

75) Les appareils de mesure fonctionnant en continu seront vérifiés à intervalles réguliers; les instruments de mesure subiront un calibrage (par exemple en utilisant des gaz étalons sur le site) et un examen de leur fonctionnement; les modalités de ces vérifications seront déterminées en accord avec l'inspection des installations classées.

76) L'exploitant fera effectuer la mesure des paramètres visés à la condition 68 au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées ; les résultats correspondants seront transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

77) Les résultats de l'autosurveillance seront transmis semestriellement à l'inspection des installations classées, et accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

78) Ces mesures périodiques seront effectuées aux deux allures de fonctionnement stabilisé de l'installation; ces deux allures seront définies en accord avec l'inspection des installations classées; la durée des mesures sera au moins d'une demi-heure, et chaque mesure sera répétée trois fois, à défaut de méthode spécifique normalisée.

79) L'exploitant aménagera les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, etc.) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les appareils de mesure seront implantés dans une zone d'homogénéité de l'écoulement gazeux et de manière à ne pas perturber la réalisation des mesures périodiques.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion sera réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants; à défaut, l'exploitant prendra toute disposition pour éviter l'arrivée d'air parasite entre l'endroit où est réalisée la mesure en oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Livret de chaufferie

80) Un livret de chaufferie devra être tenu à jour ; il mentionnera les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion.

Les factures du combustible utilisé seront conservées au moins trois ans et annexées à ce livret tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VI DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMPRESSEURS DE GAZ

81) Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

82) Toutes les dispositions seront prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration de poussières dans les compresseurs.

83) Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse une valeur prédéfinie.

L'arrêt du compresseur devra pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur du local compresseur.

84) Dans le local des compresseurs, toutes dispositions seront prises pour prendre en compte les risques de défaillance des équipements suite à des vibrations anormales (vérification du couplage mécanique entre les compresseurs et les conduites, détection de vibrations anormales avec asservissement entraînant automatiquement l'arrêt des installations, etc.).

TITRE VII- PRELEVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU

Prélèvements et rejets en eau

85) Les refroidissements seront réalisés par circuit d'huile (turbine) ou par eau (compresseurs) en circuit fermé.

86) Tous les rejets d'eaux industrielles (purgés, eaux de lavage,...) seront collectés et traités conformément aux dispositions déjà applicables à l'établissement et visées par l'Arrêté Préfectoral du 2 mars 1994.

87) Tout déversement dans le réseau de composés aromatiques hydroxylés, de leurs dérivés halogénés, et d'une manière générale, de tout produit toxique, est interdit. Les détergents éventuellement utilisés devront être biodégradables à 90%, conformément au décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987.

TITRE VIII - DECHETS

88) Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles ; les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

89) Les déchets produits par l'installation seront stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; toutes les dispositions seront prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits.

90) Les déchets industriels spéciaux seront éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets; l'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs seront conservés 3 ans.

91) L'exploitant devra veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours au service de tiers; il s'assurera en particulier :

- du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre, sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur,
- que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur,
- de la compatibilité du résidu avec l'emballage et le mode de transport utilisés.

Il devra toujours être en mesure de fournir à l'inspection des installations classées les indications sur la nature et la quantité de déchets et résidus confiés à des entreprises spécialisées.

TITRE IX - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation),

- zones à émergence réglementée :

-- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),

-- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté,

-- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

92) Les installations classées doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985, modifié par l'arrêté du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997), relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

93) Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

En outre, en tout point des limites de l'établissement, le niveau acoustique résultant de l'activité des différentes installations, transmis par voie aérienne, ne devra pas dépasser :

- 70 dB(A) le jour, de 7 h à 22 h (jour ouvrables).
- 65 dB(A) en période intermédiaire
de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h les jours ouvrables.
de 6 h à 22 h les dimanches et jours fériés.
- 60 dB(A) la nuit, tous les jours de 22h à 6h.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

94) L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

95) Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation devront être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores; en particulier, les engins de chantier devront être conformes à un type homologué.

96) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE X - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

97) Pendant la durée du chantier, l'exploitant prendra toutes dispositions pour limiter les nuisances qui pourraient en résulter (plages horaires des travaux bruyants, information préventive des riverains, etc.).

ARTICLE 3 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et de toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements et notamment celles de bâtir.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de Nanterre et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté sera affiché :

- d'une part, à la mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois,
- d'autre part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé par le responsable de la S.A. SMURFIT-SOCAR.

Un avis sera inséré par les soins des services préfectoraux et aux frais de l'exploitant dans plusieurs journaux locaux ou régionaux.

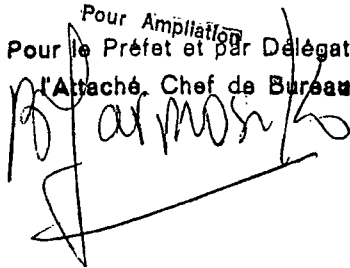
ARTICLE 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
Mme le Sous-Préfet de Nanterre,
Mme le Député-Maire de Nanterre,
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Fait à NANTERRE, le 6 JUIL. 1999

Pour Amplification
Pour le Préfet et par Délégation
l'Attaché, Chef de Bureau



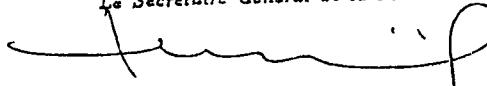
Betty JARMOSZKO

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation

Le Secrétaire Général de la Préfecture

par interim



Joëlle LE MOUEL